



Lazare Koffi Koffi était ministre de l'Environnement et des Eaux et Forêts dans le gouvernement d'Aké N'gbo. Depuis le 11 avril 2011, il est en exil suite à l'offensive des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (Frci). Il nous a accordé cette interview par le truchement d'internet.

Où êtes-vous depuis la chute de Laurent Gbagbo?

Lazare Koffi Koffi : Je suis au Ghana, un pays devenu depuis quelque temps, le pays où l'on savoure la liberté. J'y suis arrivé deux jours après l'arrestation du Président Laurent Gbagbo. Je bénis Dieu et je le loue chaque jour de m'avoir préservé d'une mort certaine puisque du lieu où je m'étais réfugié après la destruction et le pillage systématique de mon domicile à Abidjan, j'ai côtoyé la mort. J'ai vu des gens sauvagement abattus comme des animaux sans raison. Aujourd'hui, grâce à Dieu, je me porte bien. Mon moral est au beau fixe ainsi que toutes mes facultés pour apprécier sainement les événements douloureux que vit notre pays depuis mars 2011. Je tiens à dire également qu'après avoir attaqué et pillé ma résidence d'Abidjan, les rebelles ont investi mon domicile du village d'Eboué (dans la nouvelle sous-préfecture d'Adjouan). Après avoir à coups de kalachs et machettes porté atteinte à l'intégrité physique de mes parents (ma mère a été molestée et Koffi Amichia mon petit frère a été rudoyé et tailladé à la machette, il a été abandonné dans un état comateux), ils ont tout pris dans la maison y

compris les habits et autres ornements sacerdotaux de l'Abbé Koffi Gnassou Bruno, mon jeune frère prêtre défunt. Récemment encore, dans la nuit du 6 au 7 juin dernier, pour la troisième fois, les Frci sont encore venues chez moi au village pour tout briser. Tout le village se trouve aujourd'hui choqué même parmi les pro-Ouattara qui ne comprennent pas cet acharnement contre ma personne et qui s'interrogent sur cette manière de gouverner. Mais moi, je reste serein, habité par l'esprit de Job de la Bible. La perte de ces biens, du reste périssables, n'est pas importante. Ce qui est important, c'est d'avoir la vie.

Le Procureur de la République a gelé vos avoirs. Comment arrivez-vous à vivre?

L.K.K : Le Procureur de la République a gelé nos avoirs sans une décision de justice. C'est une grave atteinte aux droits de l'Homme. Et le plus cocasse dans cette affaire, c'est qu'il vise des décisions du Conseil de l'Union européenne. Pour le reste, comment je vis ? Dieu a dit que je vaudrais mieux que les passereaux ; donc il me demande de ne pas me soucier du lendemain.

Regrettez-vous d'avoir accepté d'être ministre dans le gouvernement d'Aké N'Gbo?

L.K.K : Et pourquoi devrais-je le regretter? J'ai appartenu à un gouvernement légal dans lequel les Ivoiriens se sont reconnus et identifiés. Pendant quatre mois, j'ai été accueilli partout dans la liesse populaire et non sous la baillonnnette. J'ai échangé avec les Ivoiriens en toute liberté dans le respect mutuel en ayant toujours à l'esprit que c'est le peuple qui détient la réalité du pouvoir. C'est pourquoi je ne comprends pas ceux des nôtres qui pensent que nous avons tout perdu, allant même jusqu'à renier toute légitimité à Gbagbo. Ils sont devenus des démarcheurs quotidiens pour faire reconnaître Ouattara comme un Président légal et légitime.

De qui parlez-vous ?

L.K.K : De tous ceux qui, dans nos rangs, pensent que leur heure est venue pour se faire une place au soleil.

Comment avez-vous vécu les derniers moments du règne du Président Gbagbo?

L.K.K : J'ai été traversé simultanément par trois sentiments. D'abord la nausée. Face à l'acte criminel perpétré par la France contre notre pays, un pays indépendant et souverain. J'ai été écœuré de voir comment nuitamment, dans la lâcheté, les Institutions républicaines ont été renversées et notre Armée détruite. La France, depuis, n'est plus pour moi un pays de référence en matière de respect du droit international et de droit de l'Homme. Ensuite, j'ai éprouvé de l'admiration pour le Président Laurent Gbagbo qui a fait montre d'un courage exceptionnel qui fera date dans l'histoire. Face au déluge de feux sur Abidjan et particulièrement sur sa résidence de Cocody, il est resté digne. Il a montré encore une fois que pour la confiance placée en lui par les Ivoiriens, il était prêt à défendre le pays même au prix de sa vie. Enfin, j'ai été horrifié, meurtri et franchement dégoûté de constater que ce sont ceux qui se disent héritiers d'Houphouët, regroupés au sein du Rhdp, qui, avec l'appui de la France et de l'Onu, ont détruit ce que Houphouët, toute sa vie durant, a construit, et qui constitue aujourd'hui l'âme de la Côte d'Ivoire moderne. Le Palais présidentiel, la Rti, l'Atci, les bases militaires et, scandale des scandales, la résidence mythique d'Houphouët, symbole de notre souveraineté, tout a été détruit par les enfants d'Houphouët. Un véritable parricide. Ce que Gbagbo, le célèbre opposant à Houphouët, n'a osé faire, sinon que chercher à restaurer ce qui tombait en ruine, Ouattara, Bédié et leurs alliés l'ont fait pour satisfaire leur volonté de venir au pouvoir.

A quel moment avez-vous senti que c'était la fin de votre régime?

L.K.K : Je n'ai jamais senti la fin de notre régime et même encore aujourd'hui, je crois en sa survie. Car tout le monde le sait, Gbagbo n'a pas perdu les élections. Face aux canons de la France, il a crié cette phrase : « Mais Ouattara n'a pas gagné les élections ! » Cette phrase retentira pendant longtemps dans les esprits des démocrates. Gbagbo n'a pas été vomi par son peuple. Bien au contraire, celui-ci reste fidèle et uni à sa personne. Non, Gbagbo n'a pas perdu les élections. Il a seulement perdu la guerre contre la France, une guerre qui n'a jamais été ouvertement déclarée, une guerre lâche dans laquelle la France sous Sarkozy a démontré toute sa laideur sur la question du droit des peuples à s'autodéterminer. La conséquence de tout cela, c'est qu'Abidjan ayant (re) perdu son indépendance et sa souveraineté, titube dans les décisions à prendre.

Vous avez dit que vous croyez en la survie de votre régime. Mais plusieurs cadres de votre parti dont Mamadou Koulibaly ont fait allégeance. Ce qui fait dire que c'est fini pour le Fpi...

Ceux de nos camarades qui ont fait allégeance à Ouattara savent ce qu'ils font. Nous serons tous jugés par l'Histoire. Le peuple ivoirien est mature. Il sait discerner. Il sait que la vérité est de notre côté. Même ceux de nos frères qui ont soutenu honnêtement Ouattara commencent à déchanter face aux pillages, aux assassinats sommaires dont ils sont témoins au quotidien.

Que pensez-vous des menaces de Koulibaly à quitter le Fpi et créer son parti politique ?

L.K.K : C'est son droit et il ne sera pas le premier. Seulement s'il veut partir, il faut qu'il le fasse dans l'élégance et non donner l'impression qu'il a eu mission de mains noires pour « tuer » le Fpi. Il ne réussira pas. Il ne faut pas qu'il donne de lui, dans l'opinion, l'image d'un homme inconstant qui a abandonné ses camarades et surtout Gbagbo et Simone qui l'ont fait, dans les geôles de Ouattara dont il est devenu l'admirateur attiré. S'il part, il ne nous reste qu'à lui souhaiter bonne chance. En toute camaraderie.

Selon vous est-il possible pour les Ivoiriens de se réconcilier ?

L.K.K : Vous avez dit réconciliation? Que signifie ce mot aujourd'hui? Réconciliation entre qui et qui? En tout cas, pas entre les Ivoiriens. Il n'y a jamais eu de problèmes entre les Ivoiriens. Même quand on a voulu les opposer de manière artificielle, les sentiments forts qui les unissent ont bravé toutes les adversités. Les Ivoiriens s'entendent bien entre eux. Mais s'il s'agit de réconcilier le peuple au nouveau pouvoir qui lui a été imposé alors qu'on le dise. Donc, j'attends de voir comment il va procéder pour se réconcilier avec les Ivoiriens encore traumatisés par toutes les pertes en biens matériels et en vies humaines de leurs proches à cause du pouvoir à conquérir.

Charles Konan Banny a été nommé à la tête de la commission Dialogue vérité et réconciliation. Quels commentaires ?

L.K.K : Laissons Charles Konan Banny là où il est. Il ne réconciliera personne. Il ne peut réussir une mission dans laquelle juge, il a pris déjà parti. Dans plusieurs déclarations, il a déjà condamné Gbagbo et ses partisans. De plus, tout le monde sait qu'on l'a nommé à ce poste juste pour l'éloigner de la Primature.

Que pensez-vous de la décision du président Ouattara de faire juger Gbagbo par la Cpi?

L.K.K : Ouattara ne fera jamais juger Gbagbo par la Cpi (Cour pénale internationale, Ndlr) parce que le faisant, il s'exposera lui-même à des poursuites internationales ainsi que tous ceux qui l'ont soutenu c'est-à-dire Bédié, Soro, Mabri, et autres. ainsi que tous les chefs de guerre. Envoyer Gbagbo devant la Cpi, c'est se faire hara-kiri.

Pourquoi ?

L.K.K : S'il accepte de faire juger Gbagbo par la Cpi, ce dernier poursuivra inmanquablement Soro, ainsi que les chefs qui ont tué en son nom. Ouattara se gardera bien de présenter Gbagbo devant la Cpi. D'ailleurs, ces derniers temps, les Frci ne manquent pas de donner de la voix lorsqu'on évoque cette question ou lorsque les organisations humanitaires les épinglent.

Monsieur le ministre, vous êtes très dur dans vos propos. Ne craignez-vous pas pour votre retour en Côte d'Ivoire ? Comptez-vous rentrer au pays un jour ?

L.K.K : En quoi suis-je dur dans mes propos? Je ne fais que dépeindre la situation actuelle que tous les Ivoiriens vivent. Pour ma vie, il ne faut pas vous en faire. Il faut bien mourir un jour mais au moins pour une bonne cause. Moi, depuis 1990, je me bats auprès du Président Gbagbo pour qu'il y ait un nouvel ordre démocratique en Côte d'Ivoire. Cette démocratie doit s'enraciner pour le bonheur de notre peuple. Je me bats pour que les Ivoiriens soient respectés. C'est pourquoi il faut parler, il faut dénoncer, il ne faut pas se rendre complice de quelque manière que ce soit de ce qui se déroule sous nos yeux. Pour ce qui est de mon retour au pays, tout dépend de Dieu.

Réalisée par K.A.Parfait via internet

{jcomments on}